

La famille en contexte de migration : entre rupture, solidarité et stratégies

La famille figure à coup sûr parmi les piliers de la vie qui sont les plus bouleversés par le phénomène migratoire. C'est donc fort logiquement que le cycle de conférences « Migrations : regards croisés » organisé par l'UCL (Université Catholique de Louvain) a consacré l'une de ses séances à cette question, à travers un panoramique en quatre volets regroupés sous le titre de « *Dynamiques familiales et migratoires : effets croisés* ». L'occasion de découvrir que, si la problématique est singulière pour chaque famille, elle est aussi universelle et répétée à travers le monde.

Les questions liées à la famille occupent une place centrale dans les processus migratoires, et elles jouent un rôle dans deux directions. D'abord, nombre de projets migratoires s'appuient sur l'histoire familiale des migrants, allant parfois jusqu'à donner lieu à de véritables stratégies familiales impliquant chaque membre de la famille. Ensuite, le projet migratoire et son déroulement ont un impact sur la famille, modifiant, tantôt positivement, tantôt négativement, les liens familiaux et leurs dynamiques. Quelles que soient ses caractéristiques, toute migration est un choc, un séisme qui amène la famille, mais aussi chacun de ses membres, à retravailler ses liens de parenté et sa relation avec ses proches, qu'ils soient partie prenante de la migration ou restés au pays.

Les familles transnationales

Première à brosser une partie du tableau de la question, Laura Merla, professeure de sociologie à l'UCL, a évoqué la problématique à travers le prisme du maintien des solidarités inter- et intra-générationnelles par-delà les frontières géographiques. Pour cadrer son propos, elle a posé le concept de « famille transnationale » qui désigne les familles qui vivent tout le temps, ou la plupart du temps, séparées, mais qui « tiennent » ensemble. Suite au développement des moyens de communication, ces familles connaissent aujourd'hui un lien intense entre leur branche migrante et la partie de la famille demeurée au pays. Et, dans ce contexte, les solidarités familiales constituent la manière-clé d'entretenir le sentiment d'appartenance familiale.

L'analyse de Laura Merla induit la remise en question de trois présupposés. Le premier est celui qui veut que les familles transnationales sont automatiquement dysfonctionnelles en raison de l'éloignement géographique. Le deuxième est celui qui pose que les personnes restées au pays sont les réceptrices passives du soutien des migrants. Et le troisième est celui qui fixe qu'on ne peut pas prendre soin d'autrui à distance. Pour la professeure de l'UCL, ces trois axiomes sont démentis par les faits. Ses recherches ont déterminé qu'il existe, entre membres émigrés et membres restés au pays, une dynamique d'entraide (de « care », selon son expression) qui comprend différentes formes de soutien.

Entre ces personnes s'établissent, en effet, des liens de soutien pratique, de soutien émotionnel, de soutien financier, de soutien de logement (par exemple, le maintien d'un logement disponible au pays pour les migrants de la famille) et de soins personnels. Pour les membres du cercle familial, il y a, selon Laura Merla, quatre manières de participer à cette dynamique de soutien. Il y a d'abord la fourniture directe de soutien en proximité physique, sous la forme, par exemple, de visite ou de regroupement familial. Il y a ensuite la coordination à distance qui irrigue la structure familiale par un système de communication par lettre, par mail, par skype, etc. Il y a également la fourniture directe de soutien, mais à distance, via la transmission d'avis, de conseils, etc. Enfin, il y a la délégation qui consiste à se mettre, puis à se tenir en retrait, et à n'intervenir que quand le besoin s'en fait sentir.

Que constate-t-on dans cette dynamique familiale transnationale ? Qu'il y a les mêmes formes de soutien que dans les familles géographiquement proches. Que ces soutiens sont multi-structurels et asymétriques. Et que la participation à cette dynamique est influencée par le contexte politique, économique, social et culturel des pays d'accueil et d'origine. Mais Laura Merla relève également que participer à ces mécanismes migratoires nécessite des ressources. Des ressources financières qui permettent la mobilité et la communication, des ressources en terme de temps et de disponibilité, des ressources en terme de connaissances (connaissance des aéroports pour voyager, des astuces pour communiquer à moindre coût, etc.), des ressources en terme de logement (qui doit être approprié pour l'accueil en cas de visite ou de regroupement familial), etc.

À cela s'ajoutent les ressources intermédiaires que sont les ressources sociales et les réseaux, chacune de toutes ces ressources étant tributaire des politiques publiques. C'est le cas pour les politiques migratoires qui facilitent ou pas la traversée des frontières, ou l'accès au marché du travail. C'est le cas aussi des politiques en matière de protection sociale avec notamment la question de la « transportabilité » des droits d'un pays à l'autre et des politiques d'emploi en matière de salaire, de stabilité ou d'articulation travail/famille.

Reste que les familles transnationales se heurtent à des tensions. Celles-ci proviennent, par exemple, des politiques migratoires, mais aussi parfois simplement de la définition simple de la famille qui s'avère différente entre le pays d'origine et le pays d'accueil, entraînant des inadéquations, voire une non reconnaissance. S'ensuivent, entre autres, des inadaptations aux dispositifs d'articulation entre vies familiale et professionnelle et des incompréhensions au niveau des définitions culturelles de données comme « le devoir filial » ou « le bien vieillir ».

Une stratégie de vie et de survie

Pour illustrer le propos de Laura Merla, sa collègue de l'UCL, Isabel Yépez Del Castillo, a évoqué une étude de cas portant sur l'immigration bolivienne en Italie. Cette migration de la ville de Cochabamba vers Bergame est un phénomène d'ampleur puisque, sur 50.000 habitants de la petite ville italienne, pas moins de 20.000 sont boliviens. Cette migration se caractérise par une grande féminisation (qui s'explique par une demande de personnel de soin engendrée par le vieillissement de la population) et par l'instauration de la migration comme une véritable stratégie de vie et de survie.

La situation de la partie migrante de la famille est cependant loin d'être idyllique. Les femmes concernées disposent d'un contrat de travail, mais d'un salaire totalement sous-évalué, et d'un logement très exigü. Ces termes rendent impossible un regroupement familial et imposent donc la construction de liens familiaux transnationaux. Ce système est vécu comme une fatalité par les personnes concernées et génère une précarité majeure pour les femmes en situation de famille monoparentale.

Entre désespérance et résistance

Autre cas de figure, autre drame au quotidien, les MENA (mineurs étrangers non accompagnés) ont été analysés sur le terrain par Xavier Briké, chercheur au LAAP (Laboratoire d'Anthropologie Prospective) de l'UCL. Selon lui, MENA est un statut juridique qui regroupe des réalités et des parcours complètement différents. Statistiquement, on estime qu'un quart des migrants dans le monde sont des enfants. En Europe, leur mouvement est évalué à 100.000 individus par an et, en Belgique, les observateurs estiment que dix à quinze jeunes arrivent chaque jour. Les MENA comportent un nombre croissant de moins de douze ans et ces derniers sont de plus en plus traumatisés, à la fois par leur parcours et par les procédures.

Tous ces éléments ont un impact très fort sur leur santé mentale, sur leur imaginaire, sur leur rapport au monde et sur leur manière de penser leur avenir. Ces difficultés sont renforcées par leur méconnaissance des contextes qui sont les leurs à leur arrivée (ce qui entraîne chez eux un profond désenchantement), par l'enlèvement dans une situation temporaire qui dure et par des trajectoires d'errance (au cours desquelles ils disent se sentir « transparents » et « se détériorer de l'intérieur ») qui génèrent une totale perte de repères. De plus, leur réalité est qu'ils restent généralement en rade des institutions d'accompagnement et de soutien. Cette dérive provient notamment du fait que beaucoup de services d'aide à la jeunesse refusent de les prendre en charge parce qu'il sortent des profils habituels. C'est le cas, par exemple, en matière scolaire, en raison du fait qu'ils sont déscolarisés de longue date, parfois depuis six ou sept ans.

Pour tenir le coup, ces jeunes, en proie constante à la violence (que ce soit celle de la police ou celle des passeurs), mettent en place des ruses de survie qui les maintiennent entre désespérance et résistance. La longueur des procédures fait qu'ils plongent progressivement dans une situation inextricable de rupture avec les parents restés au pays d'origine, d'acculturation progressive au pays d'accueil, sans qu'ils ne puissent réellement s'inscrire de plain-pied dans ce dernier. Et, dans ce contexte, ils vivent un triple séisme : celui du changement de statut social et d'identité (la crise d'adolescence), de heurt avec la situation d'exil et de confrontation avec l'ethnocentrisme de la société d'accueil.

Une affaire de famille à long terme

Dernier intervenant, Pierre-Joseph Laurent, directeur du Laboratoire d'Anthropologie Prospective de l'UCL, a, lui, étudié les flux migratoires reliant le Cap-Vert (au large du Sénégal) aux États-Unis. Dans cette recherche où il a patiemment étudié et mis au jour les stratégies migratoires de trois familles cap-verdiennes, il a mis en lumière le fait que le capital migratoire (c'est-à-dire, grosso modo, la capacité à migrer et à faire migrer) devient le bien le plus précieux d'une famille dite « à distance ». Et il ajoute à cette donne, l'hypothèse que le marché du travail du pays d'accueil influence considérablement le phénomène migratoire.

Pour le cas qu'il a étudié et qui s'inscrit dans le contexte particulièrement compliqué et contraignant de l'immigration aux États-Unis, Pierre-Joseph Laurent a déterminé cinq manières de prendre pied sur le territoire américain : le visa de visiteur, le regroupement familial, les alliances (mariage), les filières clandestines, et le droit du sol (naissance sur place) et l'adoption. Et il constate que les familles cap-verdiennes migrantes usent à l'infini de cette palette de possibilités pour mettre au point un tissu de migrations qui permet progressivement à la famille élargie de prendre pied sur le sol américain. Cette stratégie qui s'inscrit sur le long terme (plus de 40 ans) est guidée par l'objectif d'une migration légalisée, mais inclut tous les artifices (divorce stratégique, mariage utile, maternité nécessaire, séduction, etc.).

La mobilité devient donc une affaire de famille qui se conçoit à long terme et qui se transmet au sein de la famille. Cela implique une adaptation au pays d'accueil, mais aussi une « plasticité » des composantes de la famille utilisée de manière pragmatique pour maximiser le mouvement migratoire. Avec une variabilité de la famille et des formes de soutien mis au service du projet final de migration.

Dominique Watrin